

S N C F

Service du Contentieux

375LH0917

<1940>

Application de la loi du 13 août 1940.

portant interdiction d'associations Secrètes.

Associations secrètes



# DÉCLARATION

RÉGION :  
.....

pour l'APPLICATION de la LOI du 13 AOUT 1940

SERVICE :  
.....

portant

## INTERDICTION des ASSOCIATIONS SECRÈTES

---

Je soussigné (1) .....

déclare sur l'honneur :

- n'avoir jamais appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 Août 1940 (2) portant interdiction des associations secrètes (2);
- avoir rompu toute attache avec l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 Août 1940 (3).

Je prends l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation au cas où elle viendrait à se reconstituer.

A ..... le .....

SIGNATURE :

---

(1) Nom, prénoms, date de naissance, grade et résidence.

(2) Voir au dos.

(3) Rayer celle des deux formules qui ne s'applique pas.



## (2) Loi du 13 Août 1940

ARTICLE PREMIER. — Sont dissous de plein droit, à dater de la promulgation de la présente loi :

1<sup>o</sup>) — Toute association, tout groupement de fait, dont l'action s'exerce, même partiellement, de façon clandestine ou secrète;

2<sup>o</sup>) — Toute association, tout groupement de fait dont les affiliés s'imposent d'une manière quelconque l'obligation de cacher à l'autorité publique, même partiellement, les manifestations de leur activité;

3<sup>o</sup>) — Toute association, tout groupement de fait qui refuse ou néglige de faire connaître à l'autorité publique, après en avoir été requis, ses statuts et règlements, son organisation intérieure, sa hiérarchie, la liste de ses membres avec l'indication des charges qu'ils occupent, l'objet de ses réunions, ou qui fournit intentionnellement sur ces sujets des renseignements faux ou incomplets.

.....

ART. 5. — Nul ne peut être fonctionnaire, agent de l'État, des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, nul ne peut être employé par un concessionnaire de service public ou dans une entreprise subventionnée par l'État ou par l'une des collectivités publiques ci-dessus désignées :

1<sup>o</sup>) S'il ne déclare sur l'honneur, soit ne jamais avoir appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup>, soit avoir rompu toute attache avec elle;

2<sup>o</sup>) S'il ne prend pas l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation, au cas où elle viendrait à se reconstituer.

La déclaration et l'engagement prévus par le présent article sont constatés par écrit.

Quiconque aura fait une fausse déclaration sera déclaré démissionnaire d'office et puni des peines prévues à l'article 4.

Quiconque aura manqué à l'engagement prévu par le deuxième paragraphe ci-dessus sera relevé de ses fonctions et la peine sera portée au double.

## Décret du 19 Août 1940

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la nullité des associations dites « LA GRANDE LOGE DE FRANCE », 8, Rue de Puteaux, à Paris et « LE GRAND-ORIENT DE FRANCE », 16, Rue Cadet, à Paris, et de tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les Colonies, Pays de Protectorat et territoires sous mandat.



RÉGION :  
.....  
.....

SERVICE :  
.....  
.....

# DÉCLARATION

pour l'APPLICATION de la LOI du 13 AOUT 1940

portant

## INTERDICTION des ASSOCIATIONS SECRÈTES

---

Je soussigné (1).....  
.....  
.....  
.....

déclare sur l'honneur :

- n'avoir jamais appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 Août 1940 (2) portant interdiction des associations secrètes (2);
- avoir rompu toute attache avec l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 Août 1940 (3).

Je prends l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation  
au cas où elle viendrait à se reconstituer.

A..... le.....

SIGNATURE :

---

(1) Nom, prénoms, date de naissance, grade et résidence.

(2) Voir au dos.

(3) Rayer celle des deux formules qui ne s'applique pas.



## (2) Loi du 13 Août 1940

ARTICLE PREMIER. — Sont dissous de plein droit, à dater de la promulgation de la présente loi :

1<sup>o</sup>) — Toute association, tout groupement de fait, dont l'action s'exerce, même partiellement, de façon clandestine ou secrète;

2<sup>o</sup>) — Toute association, tout groupement de fait dont les affiliés s'imposent d'une manière quelconque l'obligation de cacher à l'autorité publique, même partiellement, les manifestations de leur activité;

3<sup>o</sup>) — Toute association, tout groupement de fait qui refuse ou néglige de faire connaître à l'autorité publique, après en avoir été requis, ses statuts et règlements, son organisation intérieure, sa hiérarchie, la liste de ses membres avec l'indication des charges qu'ils occupent, l'objet de ses réunions, ou qui fournit intentionnellement sur ces sujets des renseignements faux ou incomplets.

.....

ART. 5. — Nul ne peut être fonctionnaire, agent de l'État, des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, nul ne peut être employé par un concessionnaire de service public ou dans une entreprise subventionnée par l'État ou par l'une des collectivités publiques ci-dessus désignées :

1<sup>o</sup>) S'il ne déclare sur l'honneur, soit ne jamais avoir appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup>, soit avoir rompu toute attache avec elle;

2<sup>o</sup>) S'il ne prend pas l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation, au cas où elle viendrait à se reconstituer.

La déclaration et l'engagement prévus par le présent article sont constatés par écrit.

Quiconque aura fait une fausse déclaration sera déclaré démissionnaire d'office et puni des peines prévues à l'article 4.

Quiconque aura manqué à l'engagement prévu par le deuxième paragraphe ci-dessus sera relevé de ses fonctions et la peine sera portée au double.

## Décret du 19 Août 1940

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la nullité des associations dites « LA GRANDE LOGE DE FRANCE », 8, Rue de Puteaux, à Paris et « LE GRAND-ORIENT DE FRANCE », 16, Rue Cadet, à Paris, et de tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les Colonies, Pays de Protectorat et territoires sous mandat.



*Contentieux*

C O P I E .

SECRETARIAT D'ETAT  
aux COMMUNICATIONS

Paris, le 27 Septembre 1940

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports

6ème Bureau  
1954

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,  
à Monsieur le Président du Conseil d'Administra-  
tion de la Société Nationale des Chemins de fer

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint pour exé-  
cution, copie d'une note de M. le Secrétaire d'Etat aux Communi-  
cations, relative à l'application, aux fonctionnaires et agents  
de la Société Nationale des Chemins de fer, de la loi du 13 Août  
1940 portant interdiction des Associations secrètes.

P. le Secrétaire d'Etat aux Communications,  
P. le Conseiller d'Etat  
Directeur Général des Chemins de fer  
et des Transports,  
Le Directeur-Adjoint  
signé: MORONI

SECRETARIAT D'ETAT  
aux COMMUNICATIONS

Vichy le 30 Août 1940.

Cabinet du Ministre

NOTE pour Monsieur SCHWARTZ,  
Secrétaire Général des Travaux et des  
Transports,  
Ministère des Communications.

Comme suite aux décisions prises par le Conseil des Minis-  
tres dans sa séance du 27 Août 1940, vous voudrez bien, dans l'ap-  
plication aux fonctionnaires et agents de vos services de la loi  
du 13 Août 1940 portant interdiction des associations secrètes,  
observer les directives suivantes :

1) Les fonctionnaires de l'ordre des directeurs, sous-direc-  
teurs, chefs de service, chefs et sous-chefs de bureau, inspec-  
teurs généraux des Ponts et Chaussées, commissaires en chef et  
commissaires au Contrôle, ingénieurs en chef et ingénieurs ordi-  
naires des Ponts et Chaussées, contrôleurs généraux et inspecteurs  
principaux des transports, et assimilés, auront à remettre, sous  
pli fermé, à M. le Secrétaire Général, qui les dépouillera lui-  
même et les conservera par devers lui, une déclaration attestant,  
sur l'honneur, soit qu'ils n'ont jamais appartenu à l'une des as-  
sociations visées, soit qu'ils ont rompu toute attache avec elles,  
et s'engagent, en outre, à n'y point adhérer à l'avenir, au cas  
où elles se reconstitueraient publiquement ou clandestinement.

Cette déclaration sera écrite de la main des intéressés,  
datée et signée.

2) Les fonctionnaires et agents de tous ordres, autres que ceux  
ci-dessus désignés, établiront de leur main, dateront et signeront  
une déclaration ainsi libellée :



"Je soussigné (nom, prénoms, grade, emploi) déclare, sur l'honneur, ne faire partie d'aucune des Sociétés secrètes définies à l'article 1er de la loi du 13 Août 1940 et m'engage sur l'honneur à ne jamais adhérer à une telle société, au cas où elle viendrait à se reconstituer"

Les déclarations seront remises sous pli fermé, suivant le cas, soit aux directeurs des différentes administrations centrales, soit aux directeurs et chefs de service régionaux ou départementaux, qui les dépouilleront et les conserveront par devers eux.

3) Des dispositions analogues seront prises par la Société Nationale des Chemins de fer et les services concédés.

En ce qui concerne ces derniers vous voudrez bien en établir la liste qui, avant toute application, sera soumise pour approbation à mon Cabinet.

4) Au cas où il serait refusé de déférer aux prescriptions de la présente circulaire, il vous appartiendra de m'en référer pour décision.

Le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux Communications,  
signé : François PIETRI

Copie conforme notifiée pour exécution à :

MM. les Directeurs de l'Administration Centrale,

M. le Directeur Général des Chemins de fer et des Transports voudra bien notifier cette note à la S.N.C.F.

MM. les Directeurs voudront bien me faire parvenir, chacun en ce qui les concerne, la liste des services concédés relevant de leur Direction et visés au paragraphe 3 de la présente note.

Paris, le 10 Septembre 1940  
Le Conseiller d'Etat  
Secrétaire Général aux Travaux et  
aux Transports,  
signé : SCHWARTZ

---

Réf. : P-3.765

Copie adressée à :

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,

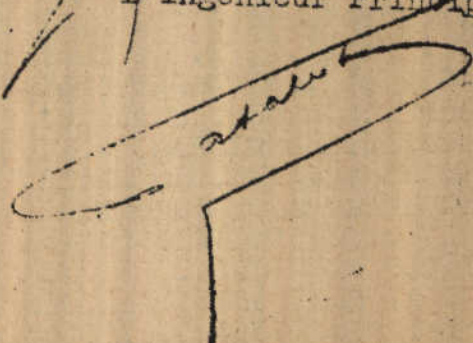
MM. les Directeurs des Services Centraux,

MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

avec prière de bien vouloir me faire parvenir d'urgence les déclarations des fonctionnaires des Travaux Publics détachés dans leurs Services.

Paris, le 12 Octobre 1940

p<sup>r</sup>/Le Directeur du Service Central P,  
L'Ingénieur Principal,





Un nombre suffisant de  
déclarations vous sera adressé  
incessamment.

11



DECLARATION  
pour l'APPLICATION de la LOI du 13 AOÛT 1940  
portant INTERDICTION des ASSOCIATIONS SECRÈTES.

---

Je soussigné (1).....  
.....  
.....  
.....

déclare sur l'honneur

- n'avoir jamais appartenu à l'une des organisations définies à l'article  
1<sup>er</sup> de la Loi du 13 Août 1940 (2) portant interdiction des Associations  
secrètes (3)

- avoir rompu toute attache avec l'une des Organisations définies à l'arti-  
cle 1<sup>er</sup> de la loi du 13 Août 1940 (3)

Je prends l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une  
telle Organisation au cas où elle viendrait à se reconstituer.

A le

Signature :

---

(1) Nom, prénoms, date de naissance, grade et résidence.

(2) Voir au dos.

(3) Rayer celle des deux formules qui ne s'applique pas.



(2) LOI du 13 Août 1940 :

Art. 1<sup>er</sup> - Sont dissous de plein droit, à dater de la promulgation de la présente loi :

1°) Toute association, tout groupement de fait, dont l'action s'exerce, même partiellement de façon clandestine ou secrète;

2°) Toute association, tout groupement de fait dont les affiliés s'imposent d'une manière quelconque l'obligation de cacher à l'autorité publique, même partiellement, les manifestations de leur activité;

3°) Toute association, tout groupement de fait qui refuse ou néglige de faire connaître à l'autorité publique, après en avoir été requis, ses statuts et règlements, son organisation intérieure, sa hiérarchie, la liste de ses membres avec l'indication des charges qu'ils occupent, l'objet de ses réunions, ou qui fournit intentionnellement sur ces sujets des renseignements faux ou incomplets.

.....

Art. 5. - Nul ne peut être fonctionnaire, agent de l'Etat, des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, nul ne peut être employé par un concessionnaire de service public ou dans une entreprise subventionnée par l'Etat ou par l'une des collectivités publiques ci-dessus désignées :

1°) s'il ne déclare sur l'honneur, soit ne jamais avoir appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup>, soit avoir rompu toute attache avec elle;

2°) s'il ne prend l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation, au cas où elle viendrait à se reconstituer.

La déclaration et l'engagement prévus par le présent article sont constatés par écrit.

Quiconque aura fait une fausse déclaration sera déclaré démissionnaire d'office et puni des peines prévues à l'article 4.

Quiconque aura manqué à l'engagement prévu par le deuxième paragraphe ci-dessus sera relevé de ses fonctions et la peine sera portée au double.

DECRET du 19 Août 1940 - Article 1<sup>er</sup>

Est constatée la nullité des associations dites "La Grande Loge de France", 8, rue de Puteaux, à Paris, et "Le Grand-Orient de France", 16, rue Cadet à Paris, et de tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les Colonies, Pays de Protectorat et territoires sous mandat.



Contentieux

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHEMINS de FER FRANÇAIS

Paris, le 26 Septembre 1940

VII

Service Central  
du Personnel

1ère Division

Réf : P.3659

Associations  
secrètes

Pour l'application de la loi du 13 Août 1940 portant interdiction des Associations secrètes, il y a lieu de faire remplir par tous les agents en service à la S.N.C.F. qu'ils appartiennent au cadre permanent ou qu'ils soient auxiliaires, des déclarations du modèle ci-joint.

Au verso de ce modèle de déclaration, figurent les textes législatifs et réglementaires intéressés.

Tout agent aura la faculté, s'il le désire, de faire parvenir sa déclaration sous enveloppe fermée: le nom, le grade et la résidence de l'agent intéressé seront indiqués sur l'enveloppe.

Ces déclarations seront centralisées de la manière suivante :

1°) Agents des échelles 7 et au-dessous (ou assimilées) :

Les déclarations seront centralisées par les Chefs d'Arrondissements ou, en ce qui concerne les agents des Services Régionaux, par les Chefs de Services Régionaux; ces Fonctionnaires désigneront les agents chargés d'ouvrir les enveloppes et de dépouiller les déclarations; ils feront établir, sur le vu des déclarations, un Procès-Verbal mentionnant que tous les agents sous leurs ordres ont rempli une déclaration conforme à la loi; ce procès-verbal mentionnera éventuellement les agents qui s'y seraient refusé ou qui auraient porté sur leur déclaration des mentions non prévues par l'imprimé. Ces procès-verbaux seront adressés par la voie hiérarchique au Directeur de l'Exploitation de la Région qui saisira éventuellement le Directeur Général (Service Central du Personnel) des cas des agents qui lui paraîtraient ne pas avoir rempli les obligations prévues par la Loi.

Les déclarations seront conservées dans les dossiers qui se trouvent au siège de l'Arrondissement pour les agents des Arrondissements et à la Subdivision du Personnel du Service Régional, pour les agents du Service Régional.

.....



2° - Agents des échelles 8 (ou 7<sup>L</sup>) à 14 (ou assimilées).

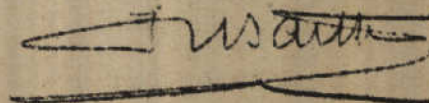
Les mêmes dispositions sont à appliquer; mais le Chef du Service Régional assumera, à cet égard, les attributions dévolues d'après le paragraphe 1er au Chef d'Arrondissement.

3° - Agents des échelles 15 (ou 14<sup>L</sup>) et au-dessus et Fonctionnaires Supérieurs.

Les déclarations seront adressées sous enveloppe au Service Central du Personnel.

- NOTA -
- I - Les Directions Régionales fonctionneront comme Services Régionaux à l'égard des agents de leurs Services Administratifs, de leur Service Social et de leur Service Médical; seuls les médecins recevant un traitement de la S.N.C.F. auront à remplir la déclaration; les médecins payés à l'acte médical ou recevant des honoraires n'auront pas à remplir de déclaration;
  - II - Les Services Financiers et le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, fonctionneront chacun comme un Service Régional à l'égard de leurs propres agents.
  - III - Le Service Central P fonctionnera comme un Service Régional à l'égard des agents des autres Services Centraux.
  - IV - Il sera recommandé au personnel qui sera chargé de la mise en application des mesures ainsi prescrites d'observer la plus complète discrétion.

Le Directeur du Service Central P.,





Paris, le 22 Octobre 1940.

VII

Service Central  
du Personnel.

1ère Division.

Réf: P.3821.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions  
M.M. les Directeurs des Services Centraux  
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Associations  
secrètes.

Comme suite à ma lettre P 3659 du 26 Septembre 1940, je vous prie de bien vouloir noter qu'à l'avenir, nul ne pourra être admis au cadre permanent s'il n'a rempli la déclaration prévue par la loi du 13 Août 1940.

Il en sera de même pour l'embauchage des auxiliaires, sauf s'il s'agit d'auxiliaires embauchés pour une période de très courte durée sans contrat de travail.

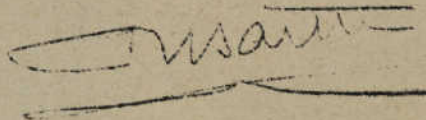
Je vous précise, à cette occasion, qu'en ce qui concerne la S.N.C.F., l'expression "employé par" figurant à l'article 5 de la loi du 13 Août 1940 ne vise que les agents du cadre permanent et les auxiliaires rémunérés directement par la S.N.C.F. ; il n'y a donc pas à faire souscrire de déclaration par d'autres personnes telles, par exemple, que les entrepreneurs et leur personnel.

Il m'a été signalé, par ailleurs, que certains Préfets ont demandé que leur soient adressées les déclarations souscrites par nos agents: il y aura lieu, si vous venez à être saisis de semblables demandes, de répondre que la S.N.C.F. fait bien le nécessaire pour l'application des dispositions de la loi du 13 Août 1940 et que la Direction Générale adressera directement à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications un compte rendu d'ensemble.

Le Directeur du Service Central P,

P.S.- L'imprimé P.XXI-I utilisé pour l'admission des auxiliaires et la déclaration P.III-2 que remplissent les candidats à un emploi du cadre permanent seront, lors d'un prochain tirage, complétés de manière à y porter la déclaration prévue ci-dessus.

En attendant, on fera remplir aux candidats une déclaration rédigée sur un imprimé à part.





Paris, le 8 Septembre 1941

XVII

Service Central  
du Personnel.

1ère Division.

Réf. P-6.184

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
MM. les Directeurs des Services Centraux,  
MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a lieu, pour l'application de la loi du 13 Août 1940, portant interdiction des associations secrètes, de faire remplir par les agents en service à la S.N.C.F. appartenant aux échelles 10 et F.10 et au-dessus (ainsi qu'aux auxiliaires ayant une rémunération de quotité analogue) de nouvelles déclarations du modèle ci-joint.

Chaque agent recevra deux exemplaires de chacun des modèles I et II, le premier portant une déclaration de renonciation définitive, le deuxième une déclaration de non appartenance à une des Sociétés visées par la loi du 13 Août 1940.

Les deux exemplaires de l'une ou de l'autre des déclarations suivant le cas seront remplis par l'agent et adressés sous pli cacheté dans une enveloppe du modèle N° III au Service Régional dont dépend cet agent.

Les déclarations seront centralisées de la manière suivante :

1°) Agents des échelles 10 (et F.10) à 14 (et F.14) et auxiliaires assimilés.

Les déclarations seront centralisées par les Chefs des Services Régionaux; ces fonctionnaires désigneront les agents chargés d'ouvrir les enveloppes et de vérifier que les indications qui doivent être portées l'ont bien été. Si lors de ce dépouillement, il apparaissait qu'une déclaration n'a pas été complètement établie, elle devra être retournée à son auteur pour rectification.

Le Service Régional conservera dans les dossiers des agents un exemplaire de la déclaration et classera les autres exemplaires par ordre alphabétique.

Il dressera en outre, une liste nominative de tous les agents des échelles 10 (et F.10) à 14 (et F.14) ou assimilées et l'enverra en double, avec l'autre exemplaire de la déclaration, au Service Central du Personnel pour le 1er Octobre 1941.

Seront portées sur cette liste, établie suivant le modèle N° IV, les mêmes indications que celles reprises sur l'enveloppe modèle N° III.

/.....



Dans le cas où la déclaration n'aura pu être souscrite, mention en sera portée sur la liste, en regard du nom de l'intéressé, du motif de non déclaration (agents prisonniers, agents détachés dans des organismes étrangers à la S.N.C.F., agents en congé de disponibilité de plus d'un mois, .....).

2°) Agents des échelles 15 (ou 14L) et F.15 et au-dessus.

Les enveloppes seront centralisées par les Chefs de Services Régionaux et seront adressées, toujours cachetées, au Service Central du Personnel pour le 1er Octobre 1941, accompagnées de la liste nominative (en double exemplaire) de tous les agents des échelles 15 (ou 14L) et F.15 et au-dessus.

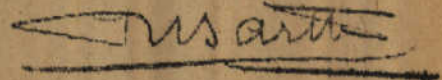
Seront portées sur cette liste, établie suivant le modèle N° IV, les mêmes indications que celles reprises sur l'enveloppe modèle N° III.

Dans le cas où la déclaration n'aura pu être souscrite, mention en sera portée sur la liste en regard du nom de l'intéressé, du motif de non déclaration (agents prisonniers, agents détachés dans des organismes étrangers à la S.N.C.F., agents en congé de disponibilité de plus d'un mois, .....).

3°) Fonctionnaires supérieurs.

Les mêmes dispositions que celles visées au § 2° ci-dessus sont à appliquer en ce qui concerne les fonctionnaires supérieurs.

Le Directeur,



NOTA. - I - Les Directions régionales fonctionneront comme Service régional à l'égard des agents de leur service administratif, de leur service social et de leur service médical.

Seuls les médecins en Chef, les médecins principaux adjoints aux médecins en Chef et les médecins attachés en permanence à un Etablissement de la S.N.C.F. auront à remplir une déclaration.

II - Les Services Financiers et le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés fonctionneront chacun comme un Service régional à l'égard de leurs propres agents.

III - Le Service Central du Personnel fonctionnera comme un Service régional à l'égard des agents des autres Services centraux et de ceux détachés auprès des Compagnies.

IV - Il est recommandé au personnel qui sera chargé de la mise en application des mesures ainsi prescrites d'observer la plus complète discrétion.



N.C.F.

## APPLICATION DE LA LOI DU 13 AOUT 1940

Région

Service

portant interdiction des Associations Secrètes ( note  
P-6.184 du 8 septembre 1941.)

Liste des agents { 10 à 14 } ou assimilées  
des échelles { 15 ou 14L à 18 }

Nom et prénoms

Grade

Etablissement  
d'attache

Observations

(1) Rayer la mention inutile.



En ce qui concerne les affectations successives mentionnées au question figurant au bas de la déclaration ne porter que celles ayant entraîné un changement de résidence administrative.

Ex: 1/10/24 facteur aux écritures à l'essai à Noyon (Réseau du Nord)

1/4/27 expédite au ler Arr<sup>t</sup> de l'Explo<sup>n</sup> à Paris -d-

1/1/38 employé ppal • Division du Secrétariat Général de la S.N.C.

1  
 2  
 3  
 4  
 5  
 6  
 7  
 8  
 9  
 10  
 11  
 12  
 13  
 14  
 15  
 16  
 17  
 18  
 19  
 20  
 21  
 22  
 23  
 24  
 25  
 26  
 27  
 28  
 29  
 30  
 31  
 32  
 33  
 34  
 35  
 36  
 37  
 38  
 39  
 40  
 41  
 42  
 43  
 44  
 45  
 46  
 47  
 48  
 49  
 50  
 51  
 52  
 53  
 54  
 55  
 56  
 57  
 58  
 59  
 60  
 61  
 62  
 63  
 64  
 65  
 66  
 67  
 68  
 69  
 70  
 71  
 72  
 73  
 74  
 75  
 76  
 77  
 78  
 79  
 80  
 81  
 82  
 83  
 84  
 85  
 86  
 87  
 88  
 89  
 90  
 91  
 92  
 93  
 94  
 95  
 96  
 97  
 98  
 99  
 100  
 101  
 102  
 103  
 104  
 105  
 106  
 107  
 108  
 109  
 110  
 111  
 112  
 113  
 114  
 115  
 116  
 117  
 118  
 119  
 120  
 121  
 122  
 123  
 124  
 125  
 126  
 127  
 128  
 129  
 130  
 131  
 132  
 133  
 134  
 135  
 136  
 137  
 138  
 139  
 140  
 141  
 142  
 143  
 144  
 145  
 146  
 147  
 148  
 149  
 150  
 151  
 152  
 153  
 154  
 155  
 156  
 157  
 158  
 159  
 160  
 161  
 162  
 163  
 164  
 165  
 166  
 167  
 168  
 169  
 170  
 171  
 172  
 173  
 174  
 175  
 176  
 177  
 178  
 179  
 180  
 181  
 182  
 183  
 184  
 185  
 186  
 187  
 188  
 189  
 190  
 191  
 192  
 193  
 194  
 195  
 196  
 197  
 198  
 199  
 200  
 201  
 202  
 203  
 204  
 205  
 206  
 207  
 208  
 209  
 210  
 211  
 212  
 213  
 214  
 215  
 216  
 217  
 218  
 219  
 220  
 221  
 222  
 223  
 224  
 225  
 226  
 227  
 228  
 229  
 230  
 231  
 232  
 233  
 234  
 235  
 236  
 237  
 238  
 239  
 240  
 241  
 242  
 243  
 244  
 245  
 246  
 247  
 248  
 249  
 250  
 251  
 252  
 253  
 254  
 255  
 256  
 257  
 258  
 259  
 260  
 261  
 262  
 263  
 264  
 265  
 266  
 267  
 268  
 269  
 270  
 271  
 272  
 273  
 274  
 275  
 276  
 277  
 278  
 279  
 280  
 281  
 282  
 283  
 284  
 285  
 286  
 287  
 288  
 289  
 290  
 291  
 292  
 293  
 294  
 295  
 296  
 297  
 298  
 299  
 300  
 301  
 302  
 303  
 304  
 305  
 306  
 307  
 308  
 309  
 310  
 311  
 312  
 313  
 314  
 315  
 316  
 317  
 318  
 319  
 320  
 321  
 322  
 323  
 324  
 325  
 326  
 327  
 328  
 329  
 330  
 331  
 332  
 333  
 334  
 335  
 336  
 337  
 338  
 339  
 340  
 341  
 342  
 343  
 344  
 345  
 346  
 347  
 348  
 349  
 350  
 351  
 352  
 353  
 354  
 355  
 356  
 357  
 358  
 359  
 360  
 361  
 362  
 363  
 364  
 365  
 366  
 367  
 368  
 369  
 370  
 371  
 372  
 373  
 374  
 375  
 376  
 377  
 378  
 379  
 380  
 381  
 382  
 383  
 384  
 385  
 386  
 387  
 388  
 389  
 390  
 391  
 392  
 393  
 394  
 395  
 396  
 397  
 398  
 399  
 400  
 401  
 402  
 403  
 404  
 405  
 406  
 407  
 408  
 409  
 410  
 411  
 412  
 413  
 414  
 415  
 416  
 417  
 418  
 419  
 420  
 421  
 422  
 423  
 424  
 425  
 426  
 427  
 428  
 429  
 430  
 431  
 432  
 433  
 434  
 435  
 436  
 437  
 438  
 439  
 440  
 441  
 442  
 443  
 444  
 445  
 446  
 447  
 448  
 449  
 450  
 451  
 452  
 453  
 454  
 455  
 456  
 457  
 458  
 459  
 460  
 461  
 462  
 463  
 464  
 465  
 466  
 467  
 468  
 469  
 470  
 471  
 472  
 473  
 474  
 475  
 476  
 477  
 478  
 479  
 480  
 481  
 482  
 483  
 484  
 485  
 486  
 487  
 488  
 489  
 490  
 491  
 492  
 493  
 494  
 495  
 496  
 497  
 498  
 499  
 500  
 501  
 502  
 503  
 504  
 505  
 506  
 507  
 508  
 509  
 510  
 511  
 512  
 513  
 514  
 515  
 516  
 517  
 518  
 519  
 520  
 521  
 522  
 523  
 524  
 525

Les enveloppes et les listes nominatives devront être adressées au Bureau du Personnel des Services de la Direction Générale qui se chargera d'acheminer le tout au Service Central du Personnel.

◎  
◎  
◎  
◎  
◎  
◎  
◎  
◎



31 octobre 40

Secrétariat

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel.

Comme suite à votre lettre du 26 septembre 1940, relative aux Associations secrètes, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, 173 déclarations des agents du Contentieux.

Il manque celles de :

M.M. MARANGES,	Sous-Inspecteur, qui est actuellement prisonnier en Allemagne;
BOURIQUET,	Sous-Inspecteur, encore mobilisé;
BASCOU,	Veilleur de nuit, hospitalisé à l'Hôtel-Dieu.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: J. Aurange*



Service au Controle

À faire remplir par  
M<sup>rs</sup> M<sup>rs</sup>. Marty  
Bras  
à retourner au





DECLARATION

RÉGION :

POUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 13 AOUT 1940

SERVICE :

PORTANT

INTERDICTION DES ASSOCIATIONS SECRETES

Je soussigné (1)

déclare sur l'honneur :

- n'avoir jamais appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 août 1940 (2) portant interdiction des associations secrètes (2);
- avoir rompu toute attache avec l'une des organisations définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 août 1940 (3).

Je prends l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation au cas où elle viendrait à se reconstituer.

A

Le

Signature :

(1) Nom, prénoms, date de naissance, grade et résidence.

(2) Voir au dos.

(3) Rayer celle des deux formules qui ne s'applique pas.



(2) LOI DU 13 AOUT 1940

ARTICLE PREMIER.- Sont dissous de plein droit, à dater de la promulgation de la présente loi :

1°) - Toute association, tout groupement de fait, dont l'action s'exerce, même partiellement, de façon clandestine ou secrète;

2°) - Toute association, tout groupement de fait dont les affiliés s'imposent d'une manière quelconque l'obligation de cacher à l'autorité publique, même partiellement, les manifestations de leur activité;

3°) - Toute association, tout groupement de fait qui refuse ou néglige de faire connaître à l'autorité publique, après en avoir été requis, ses statuts et règlements, son organisation intérieure, sa hiérarchie, la liste de ses membres avec l'indication des charges qu'ils occupent, l'objet de ses réunions, ou qui fournit intentionnellement sur ces sujets des renseignements faux ou incomplets.

.....

ARTICLE CINQ.- Nul ne peut être fonctionnaire, agent de l'Etat, des départements, communes, établissements publics, colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français, nul ne peut être employé par un concessionnaire de service public ou dans une entreprise subventionnée par l'Etat ou par l'une des collectivités publiques ci-dessus désignées :

1°) S'il ne déclare sur l'honneur, soit ne jamais avoir appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1er, soit avoir rompu toute attache avec elle ;

2°) S'il ne prend pas l'engagement d'honneur de ne jamais adhérer à une telle organisation, au cas où elle viendrait à se reconstituer.

La déclaration et l'engagement prévus par le présent article sont constatés par écrit.

Quiconque aura fait une fausse déclaration sera déclaré démissionnaire d'office et puni des peines prévues à l'article 4.

Quiconque aura manqué à l'engagement prévu par le deuxième paragraphe ci-dessus sera relevé de ses fonctions et la peine sera portée au double.

DECRET DU 19 AOUT 1940

ARTICLE PREMIER.- Est constatée la nullité des associations dites "La Grande Loge de France", 9, rue de Puteaux, à Paris et "Le Grand-Orient de France", 18, rue Cadet, à Paris, et de tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les Colonies, Pays de Protectorat et territoires sous mandat.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
XXXXXXXXXXXX

Paris, le 23 Octobre 1941

Service Central  
du Personnel

-----  
1<sup>o</sup> Division

COPIE d'une lettre adressée à  
Monsieur MARTIN

Je vous prie de bien vouloir prendre note qu'il n'y a plus lieu d'utiliser les anciennes formules "Associations Secrètes" pour les auxiliaires et agents que vous recruterez à l'avenir.

Il y aura lieu, en effet, de leur faire remplir un exemplaire des nouvelles formules mod. I ou II que vous m'adresserez pour classement.

Je vous signale également que vous aurez à me faire parvenir une déclaration mod. I ou II pour tout agent promu à une échelle au moins égale à 10.

Votre dévoué  
signé : BAUDOUIN

*André Freha*



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES

Mod. I

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénoms : \_\_\_\_\_

SERVICE : \_\_\_\_\_

Je soussigné, déclare sous la foi du serment avoir fait partie comme (1)  
\_\_\_\_\_ de la Société du Grand Orient de France, de la Grande Loge  
de France, de la Grande Loge nationale indépendante, de l'Ordre Mixte International  
du Droit Humain, de la Société Théosophique, du Grand prieuré des Gaules (2), de l'une  
quelconque des filiales desdites Sociétés, ou de toute autre société visée par la loi  
du 13 août 1940 (3); Orient ou Vallée de (ou localité de) \_\_\_\_\_  
et avoir cessé d'en faire partie le \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_ pour la raison  
suivante (4) \_\_\_\_\_

Je m'engage sur l'honneur à ne plus faire partie d'aucune des Sociétés mentionnées  
ci-dessus ou de leurs filiales, dans le cas où elles viendraient à se reconstituer di-  
rectement ou non.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 1941.

Signature :

REPLIR ÉGALEMENT LE QUESTIONNAIRE CI-DESSOUS :

Né le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Nom du Père \_\_\_\_\_

Nom de jeune fille de la Mère \_\_\_\_\_

Date d'entrée au Chemin de fer \_\_\_\_\_

Affectations successives :

(5) \_\_\_\_\_ comme (6) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ comme \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ comme \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ comme \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ comme \_\_\_\_\_

- (1) officier ou membre  
(2) Barrer les mentions inutiles  
(3) Indiquer en marge le nom de la Société non mentionnée  
(4) Démission, mise en sommeil, radiation, etc.  
(5) Date de la mutation  
(6) Emploi rempli et résidence



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Paris, le 22 AVR. 1941

88, Rue Saint-Lazare (9<sup>e</sup>)

I. DIVISION

Réf.

Monsieur le Chef  
du Service du Contentieux.

*admission  
23-6-41*

J'ai l'honneur de vous demander  
de bien vouloir me faire parvenir d'ur-  
gence la déclaration pour l'application  
de la loi du 13 août 1940 portant in-  
terdiction des associations secrètes de  
M. BOURIQUET, Gustave, sous-Inspecteur  
à votre Service.

P.le Directeur du Service Central P.

L'Ingénieur Principal  
au Service Central du Personnel



Lith. ACM<sup>1</sup>

22 AVR 41



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## CONFIDENTIEL

### DÉCLARATION

pour l'application de la loi du 13 août 1940  
portant interdiction des associations secrètes

Nom :

Prénoms :

Grade :

Etablissement d'Attache :



**SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

Mod. I.

Région : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

PRENOMS : \_\_\_\_\_

Service : \_\_\_\_\_

Je soussigné, déclare sous la foi du serment avoir fait partie comme (1) .....  
..... de la Société du Grand Orient de France, de la Grande Loge  
de France, de la Grande Loge Nationale Indépendante, de l'Ordre Mixte International  
du Droit Humain, de la Société Théosophique, du Grand prieuré des Gaules (2), de  
l'une quelconque des filiales desdites Sociétés, ou de toute autre société visée par  
la loi du 13 août 1940 (3); Orient ou Vallée de (ou localité de) .....  
et avoir cessé d'en faire partie le ..... 19 ..... pour la raison sui-  
vante (4) .....

Je m'engage sur l'honneur à ne plus faire partie d'aucune des Sociétés mentionnées  
ci-dessus ou de leurs filiales, dans le cas où elles viendraient à se reconstituer directe-  
ment ou non.

A ....., le ..... 1941.

Signature :

**Remplir également le questionnaire ci-dessous :**

Né le ..... à .....

Nom du Père .....

Nom de jeune fille de la Mère .....

Date d'entrée au Chemin de fer .....

Affectations successives :

(5) ..... comme (6) .....

..... comme .....

..... comme .....

..... comme .....

..... comme .....

(1) Officier ou membre.

(2) Barrer les mentions inutiles.

(3) Indiquer en marge le nom de la Société non mentionnée.

(4) Démission, mise en sommeil, radiation, etc...

(5) Date de la mutation.

(6) Emploi rempli et résidence.



Région : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

PRENOMS : \_\_\_\_\_

Service : \_\_\_\_\_

Je soussigné, déclare sous la foi du serment, n'avoir jamais appartenu, à quelque titre que ce soit, à l'une des Sociétés suivantes : Grand Orient de France, Grande Loge de France, Grande Loge Nationale Indépendante, Ordre Mixte International du Droit Humain, Société Théosophique, Grand Prieuré des Gaules, à l'une quelconque des filiales desdites sociétés, ou à toute autre société visée par la loi du 13 Août 1940 et m'engage sur l'honneur à ne jamais en faire partie, au cas où elles viendraient à se reconstituer directement ou non.

A ....., le .....1941.

Signature

Remplir également le questionnaire ci-dessous :

Né le ..... à .....

Nom du Père .....

Nom de jeune fille de la Mère .....

Date d'entrée au Chemin de fer.....

Affectations successives :

(1) ..... comme(2) .....

..... comme .....

..... comme .....

..... comme .....

..... comme .....

(1) Date de la mutation.

(2) Emploi rempli et résidence.



S.N.C.F.

Service du  
Contentieux

## APPLICATION DE LA LOI DU 13 AOUT 1940

portant interdiction des Associations Secrètes  
(note P-6.184 du 8 Septembre 1941)

## Liste des Fonctionnaires Supérieurs

Nom et prénoms	Grade	Etablissement: d'attache	Observations
AURENGE Paul Joseph	Chef du Contentieux	Contentieux	
de CAQUERAY René	Chef adjt du Cont <sup>x</sup>	-d°-	envoyé le 7-10-41
AMIET Louis Barthélemy	Inspecteur principal	-d°-	
DURAND Paul Marius François	-d°-	-d°-	
COLOMBEL Henri Laurent	Inspecteur principal adjoint	-d°-	
LAVOUX Henry François Joseph	-d°-	-d°-	
LEVENS Louis Victor Charles	-d°-	-d°-	
GOUNY Jacques Victor	-d°-	-d°-	
LAURENT Bernard	-d°-	-d°-	



APPLICATION DE LA LOI DU 13 AOUT 1940  
portant interdiction des Associations Secrètes  
(note P-6.184 du 8 Septembre 1941)

Liste des Agents des échelles 15 à 18

Nom et prénoms	Grade	Etablissement: d'attache	Observations
AUVINET André	Inspecteur 2 <sup>me</sup> classe	Contentieux	envoyé le 9-10-41
BAHLINGER Georges	-d°-	-d°-	
BASCHET Jean André Paul	-d°-	-d°-	
BLOQUET André Jules	-d°-	-d°-	
BOREL du BEZ Lucien Etienne	-d°-	-d°-	
BOURIQUET Gustave	-d°-	-d°-	
GUERET Etienne	-d°-	-d°-	
LAFAYE Ludovic	-d°-	-d°-	
NIGAY Marcel Claude Marie Alphonse	-d°-	-d°-	
PELLISSIER Paul Jean François Jacques	-d°-	-d°-	
TILLON Henri André	-d°-	-d°-	
VINEY Paul Henri	-d°-	-d°-	
M <sup>me</sup> GRENAULT Charlotte Noémie	Chef de Bureau 2 <sup>me</sup> cl.	-d°-	
BEDEAU de l'ECOCHERE Léopold Marie Joseph	Inspecteur 1 <sup>re</sup> classe	-d°-	
CLAISSE Albert	-d°-	-d°-	



Non et prénoms	Grade	Ettablissement: d'attache	Observations
DUCHAMP Paul Emile	Inspecteur 1 <sup>re</sup> classe	Contentieux	
FAUCHER Jean Marie Pierre	-d°-	-d°-	
FERRAGU André	-d°-	-d°-	
FOLLIASSON Hugues Phi- lippe Noël	-d°-	-d°-	
GIBOUT Henri Paul	-d°-	-d°-	
LEFEVRE Marc Paul Robert	-d°-	-d°-	
LELEU Louis Auguste Désiré	-d°-	-d°-	
MESLAND Désiré Marcel	-d°-	-d°-	
MORIN Joseph Paul Marie Roger	-d°-	-d°-	
NÉRAUD Pierre Jules Charles Jean	-d°-	-d°-	
NICOT René Joseph	-d°-	-d°-	
ROSSI Jean Antoine	-d°-	-d°-	
SECLEVE Edouard Victor	-d°-	-d°-	
THABEAU Elie Arthur	-d°-	-d°-	
GARANCHER Louis Joseph	Chef de Bureau 1 <sup>re</sup> cl.	-d°-	
PIETTE Joseph	-d°-	-d°-	
DUGUÉ Joseph Auguste	Inspecteur div <sup>re</sup> 2 <sup>me</sup> cl.	-d°-	
LEGRIS Marcel Louis	-d°-	-d°-	
VELUT Fernand Marcel	-d°-	-d°-	



Nom et prénoms	Grade	Etablissement: d'attache	Observations
MOTHIRON Charles <u>Frédéric</u> Jules	Chef de Bureau p <sup>pal</sup> 2 <sup>me</sup> classe	Contentieux	
CHAVANNE Victor Antoine Alphonse	Inspecteur divis <sup>re</sup> 1 <sup>re</sup> classe	-d°-	
MASSON Emile Rémy Joseph Pierre	-d°-	-d°-	
SOLT André Eugène Philippe	-d°-	-d°-	
CLAUDET Henri Just Constant	Chef de Bureau p <sup>pal</sup> 1 <sup>re</sup> classe	-d°-	
HERCÉ Marcel Georges	-d°-	-d°-	
LARMURIER Henri Augustin Louis	-d°-	-d°-	
LENOIR Louis Charles Gabriel	-d°-	-d°-	



S.N.C.F.

Service du  
Contentieux

APPLICATION DE LA LOI DU 13 AOUT 1940

portant interdiction des Associations Secrètes  
(note P-5.184 du 8 Septembre 1941)

Liste des Agents des échelles 10 à 14

Nom et prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Observations
BRAMARD Jean Baptiste	Rédacteur principal	Contentieux	
CHRISTIN Francis Marcel	-d°-	-d°-	
DELBOSC d'AUZON Jean Louis	-d°-	-d°-	
GAUCHER Marcel	-d°-	-d°-	
LEGRAND Germain	-d°-	-d°-	
MAZEYRAT Joseph	-d°-	-d°-	
MOTHIRON Gustave	-d°-	-d°-	
NATALI François	-d°-	-d°-	envoyé le 11-10-41
PEUGNIEZ Gabriel Gustave	-d°-	-d°-	
RICHE Marcel Julien	-d°-	-d°-	
TRILLAUD Marcel	-d°-	-d°-	
ARTIGUES Maurice Jean	Contrôleur technique	-d°-	
NUGUES Louis	-d°-	-d°-	
LECLERC René Paul Louis	-d°-	-d°-	
LEPRIEURE Maurice	-d°-	-d°-	
PETIT-JEAN-BORET Camille	-d°-	-d°-	



Nom et prénoms	Grade	Etablissement: d'attache	Observations
ROZÉ Léon Georges	Contrôleur technique	Contentieux	
M <sup>me</sup> BOSSU Suzanne Yvonne	Chef de Groupe	-d°-	
M <sup>lle</sup> ROUSSELOT Juliette Louise	-d°-	-d°-	
M <sup>me</sup> SIMONNEL Suzanne Angèle	-d°-	-d°-	
M <sup>lle</sup> BRETON Jeanne Berthe	Rédactrice principale	-d°-	
M <sup>me</sup> MICHEL Marie Andrée Paule	-d°-	-d°-	
AUBERT René Léon André	Contrôleur techn. p <sup>pal</sup>	-d°-	
BERLAND Charles Louis Anselme	-d°-	-d°-	
CASTAN Roger Fernand	-d°-	-d°-	
COLLET Auguste	-d°-	-d°-	opération
CUGNET Emile Jules	-d°-	-d°-	
DAUCHEZ Théodore	-d°-	-d°-	
DOHIS Edgar Louis	-d°-	-d°-	
GIGOT Jean Louis Maurice	-d°-	-d°-	
LECERF Pierre Ernest Désiré	-d°-	-d°-	
LETU Maurice Henri	-d°-	-d°-	
MATHIEU Paulin Jean François	-d°-	-d°-	
MERLIN Edouard	-d°-	-d°-	



Nom et prénoms	Grade	Etablissement: d'attache	Observations
Mlle ESPANET Jeanne	S/Chef de bureau	Contentieux	
Mlle POMMAY Marcelle Elise Alphonsine	-d°-	-d°-	
Mlle PRIVAT Renée Antonia	-d°-	-d°-	
Mlle TOUSART Marcelle Renée	-d°-	-d°-	
ARMAND Roger, Lucien	Contrôleur des Services Centraux	-d°-	envoyé le 7-10-64
BINOCHE Robert Jean Bap- tiste Maurice	-d°-	-d°-	
BONNET Max Emile Ernest Henri	-d°-	-d°-	
CAILLÉ René Henri Jean	-d°-	-d°-	
CONGNARD Jacques	-d°-	-d°-	
DUSAPIN André Emile Paul	-d°-	-d°-	
ECHEMENT Pierre Eugène Louis	-d°-	-d°-	
GEORGET Jacques	-d°-	-d°-	
LÉTANG Norbert Alexandre Joseph	-d°-	-d°-	
MARESCHAL Denis Edmond	-d°-	-d°-	
MARTIN Henri	-d°-	-d°-	
RENÉ François Marcel	-d°-	-d°-	
ROSAT Pierre Edouard Maximilien	-d°-	-d°-	



Nom et prénoms	Grade	Etablissement: d'attache	Observations
TRILLAUD Pierre	Contrôleur des Services Centraux	Contentieux	
BERTIN Henri Victor	Sous-Inspecteur	-d°-	
BERTRAND Emile	-d°-	-d°-	
BUGNIET Bernard Louis Marie Simon	-d°-	-d°-	
CARREAU Louis Antoine	-d°-	-d°-	
CHAMPAGNE Pierre	-d°-	-d°-	
DESSERT France	-d°-	-d°-	
DORAT des MONTs Marie Anthime Eugène Henri	-d°-	-d°-	
FEVRE Jean Denis Rémi	-d°-	-d°-	
GAUDIN Marcel Joseph Marie	-d°-	-d°-	
GUILHERMIN Marcel	-d°-	-d°-	
de LA JAUFRIE Antoine	-d°-	-d°-	
de LASTIG St JAL Jean	-d°-	-d°-	
LEROUX Gilbert Henri Raymond	-d°-	-d°-	
LOUBIERES Pierre Marie Charles	-d°-	-d°-	
MAIROT Fernand	-d°-	-d°-	
MARANGES Hubert	-d°-	-d°-	
MIZEN Jean Oswald	-d°-	-d°-	

*Fournier*



Nom et prénoms	Grade	Etablissement: d'attache	Observations
MORETTE Louis Marie Pierre André	Sous-Inspecteur	Contentieux	
RABAIN Just Marie Noël Dominique	-d°-	-d°-	
ROSELLI Antoine Gabriel	-d°-	-d°-	
ROUX Jean André	-d°-	-d°-	
TAULELLE Jean Georges Adrien	-d°-	-d°-	
TRICOT Jules Augustin Jean	-d°-	-d°-	
VAUDOUX Marcel	-d°-	-d°-	
Mlle ZOELLER Françoise Louise Charlotte	-d°-	-d°-	



6X  
SERVICE GENERAL  
du PERSONNEL

1ère Division

P. 8057

Paris, le 25 Août 1942.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

J'ai l'honneur de vous indiquer ci-après les mesures qu'il y a lieu d'appliquer pour régler la situation des agents qui, ayant souscrit une fausse déclaration concernant leur adhésion à une Association Secrète, sont déclarés démissionnaires d'office en exécution des dispositions de l'article 5 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des Associations Secrètes :

1<sup>o</sup>. les agents qui, à la date de leur cessation de service, remplissent les conditions normales d'âge et de temps de service pour bénéficier d'une pension normale recevront une telle pension;

2<sup>o</sup>. ceux qui, à la même date, comptent moins de 25 ans mais 15 ans au moins d'affiliation recevront une pension à jouissance immédiate égale à celle dont ils bénéficieraient s'ils étaient admis à la réforme pour une invalidité ne résultant pas de l'exercice de leurs fonctions et ayant le même caractère qu'une pension d'invalidité.

Il convient de régler, dès que possible, la situation des agents intéressés avec effet rétroactif de la date de leur départ.

3<sup>o</sup>. enfin, ceux qui n'ont pas 15 ans d'affiliation recevront, avec effet du jour où ils sont déclarés démissionnaires, une indemnité égale au montant de leur traitement

plu à Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.



brut, de leur indemnité spéciale temporaire et de leur indemnité de résidence (y compris majoration pour supplément de travail en ce qui concerne ces deux dernières indemnités) pendant une période calculée à raison de deux mois par année ou fraction d'année de service, cette période ne pouvant en aucun cas être inférieure à 2,12 ou 18 mois suivant que le traitement de l'intéressé, compte tenu de l'I.S.T., dépassait 50.000 frs. était supérieur à 25.000 frs sans dépasser 50.000 frs ou ne dépassait pas 25.000 frs.

Cette indemnité doit être payée mois par mois. La somme due pour les mois écoulés sera réglée le plus rapidement possible.

Ils recevront les allocations familiales (allocation du Code de la Famille, allocation de salaire unique et allocation familiale supplémentaire) pendant la période où ils reçoivent l'indemnité susvisée.

Ces allocations cesseront d'ailleurs de leur être payées s'ils sont embauchés par un autre employeur.

Dans tous les cas, le montant de la prime de fin d'année à laquelle ces agents peuvent prétendre sera proportionnel à la durée des services réellement effectués pendant l'année en cours.

La rémunération éventuelle des retenues pour la retraite sera effectuée au terme de la période pendant laquelle l'indemnité sera attribuée aux intéressés.

Le Directeur,

J. V. SANTIN



PARIS, le 2 Septembre 1942

1ère Division

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Réf. P. 8085

Par lettre P. 8057 du 25 août 1942, je vous ai indiqué les mesures à appliquer pour régler la situation des agents qui sont déclarés démissionnaires d'office en exécution des dispositions de l'article 5 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des Associations Secrètes.

Je vous prie de bien vouloir substituer au texte du 1<sup>er</sup> de cette lettre  
le texte ci-après :

"Les agents qui, à la date de leur cessation de service, remplissent la condition de durée de services exigés pour être admis à la retraite normale recevront une telle pension."

Le Directeur,

L'Ingénieur en Chef,

COPIE à M. M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

27.9 SEP 42



Paris, le 5 Octobre 1944

-----  
lère Division  
-----

P.1181


Messieurs Les Directeurs de l'Exploitation des Régions,

Les dispositions des lois des 13 août 1940 portant interdiction des Associations Secrètes et 2 juin 1944 concernant l'emploi des Juifs, ayant cessé d'être en vigueur, il n'y a plus lieu d'exiger des candidats à un emploi à la G.N.C.F. la souscription des déclarations qui font l'objet :

- des feuillets n° 4, 4 bis et 5 de l'imprimé mod. L 3 P 37
- des feuillets n° 2, 3 et 4 de l'imprimé mod. L 21 P 4.

Les déclarations de l'espèce qui ont été souscrites jusqu'à présent devront être retirées des dossiers des intéressés et détruites.

Le Directeur,

  
Copie à Messieurs Les Directeurs des Services Centraux.



1<sup>ère</sup> Division

Paris, le 25 août 1942

P.8057

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation  
des Régions,

Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

J'ai l'honneur de vous indiquer ci-après les mesures qu'il y a lieu d'appliquer pour régler la situation des agents qui, ayant souscrit une fausse déclaration concernant leur adhésion à une Association Secrète, sont déclarés démissionnaires d'office en exécution des dispositions de l'article 5 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des Associations Secrètes:

1°- Les agents qui, à la date de leur cessation de service, remplissent les conditions normales d'âge et de temps de service pour bénéficier d'une pension normale recevront une telle pension;

2°- ceux qui, à la même date, comptent moins de 25 ans, mais 15 ans au moins d'affiliation recevront une pension à jouissance immédiate égale à celle dont ils bénéficieraient s'ils étaient admis à la réforme pour une invalidité ne résultant pas de l'exercice de leurs fonctions et ayant le même caractère qu'une pension d'invalidité.

Il convient de régler, dès que possible, la situation des agents intéressés avec effet rétroactif de la date de leur départ.

3°- enfin, ceux qui n'ont pas 15 ans d'affiliation recevront, avec effet du jour où ils sont déclarés démissionnaires, une indemnité égale au montant de leur traitement brut, de leur indemnité spéciale temporaire et de leur indemnité de résidence (y compris majoration pour supplément de travail en ce qui concerne ces deux dernières indemnités) pendant une période calculée à raison de deux mois par année ou fraction d'année de service, cette période de ne pouvant en aucun cas être inférieure à 9, 12 ou 18 mois suivant que le traitement de l'intéressé, compte tenu de l'I.S.T. dépassait 50.000 frs, était supérieur à 25.000 frs, sans dépasser 50.000 frs ou ne dépassait pas 25.000 frs.



Cette indemnité doit être payée mois par mois, la somme due pour les mois écoulés sera réglée le plus rapidement possible.

Ils recevront les allocations familiales (allocation du Code de la Famille, allocation de salaire unique et allocation familiale supplémentaire) pendant la période où ils reçoivent l'indemnité susvisée.

Ces allocations cesseront d'ailleurs de leur être payées s'ils sont embauchés par un autre employeur.

Dans tous les cas, le montant de la prime de fin d'année à laquelle ces agents peuvent prétendre sera proportionnel à la durée des services réellement effectués pendant l'année en cours.

Le remboursement éventuel des retenues pour la retraite sera effectué au terme de la période pendant laquelle l'indemnité sera attribuée aux intéressés.

Le Directeur,

Signé: DUBARTH